

Intervention de Yann MOULIER-BOUTANG
« Pollinisation et politiques publiques :
Quel territoire innovant dans la mondialisation et l'Union Européenne ? »
18 octobre 2010

Je voudrais avant tout vous donner des perspectives et réveiller des choses qui sont liées à vos pratiques, expériences qui vous permettront de prendre des décisions et de proposer des avis au Pays de Montbéliard.

1) Constat

Avant tout je voudrais que l'on fasse un constat qui n'est pas très réjouissant ensuite je voudrais introduire une notion importante qui est la grande transformation que nous vivons et essayer de dégager des points en lien avec certaines de vos commissions : mobilité, l'économie de la connaissance et l'innovation.

2) Territoire productif

Je pense que la naissance d'assemblée comme l'importance des conseils, de la décentralisation montre que l'activité, l'emploi et la création de richesse passe par la formation de territoire productif que l'on peut appeler des territoires d'excellences.

3) La nouvelle grande transformation : le Capitalisme

4) La pollinisation

Ce qui s'appelle l'économie de contribution qui déborde largement les limites de l'économie marchande qui est inclus dans l'économie publique mais qui inclus aussi dans une vision beaucoup plus large de l'économie comme activité humaine et enfin j'en viendrai à des conséquences pratiques qui peuvent vous intéresser.

Qu'est ce que l'on appelait des territoires, des circonscriptions administratives, des départements ? L'ensemble des territoires européens des grandes métropoles, des villes moyennes et des pays sont pris dans l'étau de la troisième mondialisation car il y en a eu une au XVIème siècle et une autre à la fin du XIXème siècle et elles sont toutes aussi importantes, elles ont entraîné autant de bouleversement que la notre mais dans les 3 cas il y a ce qui constitue les unités territoriales, politiques, économiques qui changent considérablement et on voit qu'il y a des recouvrements partiels et c'est une situation plus reconnaissante aujourd'hui. Ce processus qui est subi ou anticipé selon les zones en Europe, selon les lieux a commencé avec l'internationalisation de la production des firmes de dimension transnationale dans les années 60/75. L'internationalisation et la délocalisation ne datent pas d'aujourd'hui quand je prends les grands groupes automobiles PSA je me souviens avoir étudié l'implantation, nous étions dès les années 70 dans un sérieux essaimage des grandes entreprises. Tous les constructeurs automobiles et les constructeurs de choses qui pourtant ne sont pas du tout délocalisables comme la construction. On appelait cela l'internationalisation de la production alors évidemment ceci s'est poursuivi dans les années 80/90 avec l'émergence de sérieux

territoires productifs nouveaux que l'on a appelé les petits dragons asiatiques puis avec celles des BRIC (le Brésil, l'Inde et la Chine).

Dans la première décennie du troisième millénaire, on a vu l'ensemble du système industriel secoué, ce n'était plus des morceaux, la sidérurgie, ce n'était plus les emplois purement industriels ouvriers, on a vu que cela touchait tout. Ceci touchait les ingénieurs, si nos ingénieurs ne se requalifient pas, ne gravissent pas dans l'échelle des compétences quelque chose se passera comme ce qui s'est passé à Hewlett Packard. Les centres de commandement de firmes multinationales américaine, qui ont pris le tournant du numérique et de la connaissance, rapatrie les secteurs stratégiques chez elle. L'Inde et la Chine poussent aujourd'hui à créer dans la zone côtière, qui était jusqu'à présent une industrie de main-d'œuvre bon marché, des centres de recherche qui vont fabriquer les futurs produits de masse c'est-à-dire les voitures pour la clientèle et nouveaux marchés. Nous risquons d'avoir de grosses difficultés avec le changement dans l'emploi. Avant on entrait dans une entreprise, on en faisait sa carrière. En 1960, le changement d'entreprise moyen pour un français du privé c'était 3 emplois dans sa vie, si vous prenez aujourd'hui on est entrain de multiplier par 3 ce chiffre donc la création pérenne d'emploi est beaucoup plus difficile et d'autre part j'ajouterai ces emplois qu'ils soient des emplois assez valorisant comme ingénieur de projet sur plusieurs années, des projet pluriannuels ou qu'il soit des emplois d'intérimaires chargés d'avalier les à-coups de la production. Nous sommes dans quelque chose qui ne ressemble plus aux salariés d'antan. Enfin, j'évoquerai la crise des ciseaux des collectivités locales qui sont prises d'un côté entre les exigences au niveau macro économique et de l'autre côté un transfert de compétences qui fait que l'Etat se repose sur les collectivités locales tout en gardant la main mise sur un certain nombre de verrous : les financements, la possibilité de lever les impôts de telle sorte que les communes connaissent cette fameuse crise des ciseaux, explosion des dépenses et difficultés de faire monter les ressources correspondante y compris la dotation de l'Etat.

Les limites des politiques néolibérales c'est mon deuxième point du constat. Il y a de large creux fiscaux, sociaux, industriel, c'était les 3 domaines où nous n'avons pas de politique européenne. Des mécanismes européens qui explique une accentuation des contraintes pour les politiques publiques c'est-à-dire qu'elles sont confrontées à la libre circulation des capitaux, de la monnaie unique qui monte beaucoup et chaque point de taux de change de l'euro pose un problème majeur pour des pays centrés fortement sur les exportations. On oublie une chose c'est que l'Europe est plus fortement centrée sur les exportations que ne le sont le Japon ou les Etats-Unis parce que lorsque l'on compte en termes nationaux évidemment c'est très trompeur le Pays-Bas fait 60% de son PIB à l'exportation en réalité si on rétablit avec l'intérieur des pays européens, 80% du PIB est produit par des exportations d'une zone de l'Europe vers une autre mais 20% du PIB résulte des exportations alors qu'il n'est que de 12% pour les Etats-Unis et un peu moins pour le Japon.

Vous voyez bien que nous sommes surexposés aux exportations donc surexposés aux problèmes de change.

Libre circulation de la population avec ce qui peut entraîner quand les mécanismes fiscaux, sociaux, ou même les politiques industrielles ne font pas l'objet à l'inverse de la politique agricole commune d'un mécanisme fédéral. On a un problème très important c'est-à-dire qu'en dehors de la PAC (Politique Agricole Commune) qui va être complètement réexaminée en 2013 et des politiques structurelles qui représentent les 2 gros poste du budget et bien il y a fort peu d'argent dans le budget européen pour compenser les fortes inégalités de développement même quand on va vers des niveaux de vie convergent des 27.

D'autre part, dernière difficulté, la financiarisation pénètre au cœur de l'économie. Le problème n'est pas simplement aujourd'hui de gérer la dette de l'Etat, il n'y a aucune difficulté à gérer une dette de 200% du PIB. Le Japon le fait admirablement depuis 15 ans. Seulement aujourd'hui les marchés financiers sont internationaux et les Etats devaient lever avant la crise 28 000 milliards de dollars par an et aujourd'hui ils doivent en lever pas loin de 40 000 à 45 000 milliards de dollars par an auprès de la finance privée et c'est là qu'interviennent les agences de notation que l'on a vu à l'œuvre pour la Grèce mais que l'on peut voir pour l'Espagne, l'Irlande, le Royaume-Uni et pourquoi pas la France. Lorsque l'on estime que votre dette est trop importante, vous avez beau expliquer que ce n'est pas un problème parce que vous pouvez vous en sortir, soit en bougeant l'inflation, soit en ayant une politique d'investissement particulièrement dynamique dans des secteurs productifs, si l'opinion des marchés est différente et bien vous avez un facteur très simple c'est que vos emprunts sont financés par les bons du trésor. Au lieu de vous coûter 3%, ils vous coûtent 5, 6,7% et quand ils vous coûtent 10% cela devient un taux qui fait bondir les finances publiques donc on n'est pas dans une situation facile parce qu'il y a en réalité la globalisation.

Il n'y a pas le choix, du fonctionnaire au cadre supérieur, de l'université aux grandes entreprises tout le monde est dans le même lot. Ce qui implique que tout le monde est entrain de se dire comment requalifier notre région et de préserver, reconstruire les territoires productifs où il n'en n'existait pas.

Il faut faire des territoires productifs et non des zones industriels et il ne faut pas avoir des administrations qui fournissent des services sans se trouver directement impliqué dans la production et l'emploi. Vous avez donc une pénétration forte et l'histoire des zones industrielles est particulièrement intéressante parce que c'est une vision classique de l'économie matérielle quasiment patrimoniale des choses dans lequel on ne tient pas compte de l'importance de l'immatériel.

Si le capital humain n'est pas bon vous risquez d'avoir des difficultés d'autant que les entreprises ont une panoplie de choix d'aller dans des zones où le capital humain n'est pas très élevé mais où la rémunération est 5 fois moins forte que chez nous.

Des sociétés de l'économie mixte ne suffisent plus aujourd'hui et on parle donc de district industriel ou de système de production local. Par exemple il y a des zones en France particulièrement actives qui ont réussi à créer des synergies industrielles importantes.

On a parlé récemment de la troisième Italie du Nord-est qui a connu un développement extraordinaire de la PME accoude sur une structure politico-financière forte c'est-à-dire un système bancaire qui les finance vraiment, ce qui n'est pas vraiment le cas de la France.

On a une intensification de l'interdépendance de ces territoires qui sont devenu extrêmement créateurs d'emplois par rapport au déclin du centre traditionnel qui était la région de Turin ou Bologne qui traditionnellement avait de l'industrie moyenne agroalimentaire.

La réussite de la troisième Italie est due à un taux extrêmement élevé d'investissement public en particulier local en matière d'infrastructure de transports, de vente de l'image d'un pays...

On a constaté dans la troisième Italie que l'effort d'investissement même avec le concours public ne suffisait pas.

L'effort d'innovation doit être le produit d'une mutualisation de partenariat fort entre les firmes et ne peut pas être porté en avant simplement par une communauté urbaine et si elle doit en plus financer l'innovation, elle se tourne vers les entreprises en disant qu'est-ce vous financer ?

On s'est rendu compte qu'il se posait les problèmes de développement dits de dynamique local et économique en se contentant de dire « créons des marchés compétitifs sauvages » avec une moindre réglementation qui provoque des problèmes considérables.

Premièrement vous avez une difficulté à vendre ce territoire productif avec une attractivité qui est instable car dès que l'on a des hausses de salaire l'entreprise s'en va.

Deuxièmement la formation d'emploi est essentiellement dans le secteur financier, du commerce et des assurances.

Comment se pose la question des territoires productifs ?

Préserver, reconstruire des territoires productifs où il en existait.

Ils étaient dominés par la construction de l'automobile avant d'avoir été largement dominés par la construction mécanique.

En général, vous aviez des lieux qui n'étaient pas considérés comme des territoires productifs par le secteur marchand et dont on découvre l'attrait (le tourisme).

Nous sommes aujourd'hui sortis du capitalisme industriel au sens du système global qui est né entre 1750/1815 avec des éléments de paysage : les mines de charbon étaient fermées en 1976, cela ne fait pas loin de 35 ans que c'est fini. Le charbon est fini dans une grande partie de l'Europe, la sidérurgie est largement finie sauf la sidérurgie très spécialisée. Cette transformation on peut la regarder de différentes façons: c'est que rien ne change et on modifie, on améliore la qualité des processus existants déjà. Ce qui est une erreur profonde car il faut essayer lorsqu'il y a des transformations brutales de s'intéresser à la discontinuité.

On peut dire qu'il y a une immatérialisation croissante de la production. Par exemple un des objets les plus consommés aujourd'hui le Iphone ou le Ipod. Dans un Ipod il y a 11 pays qui fabriquent les composants, la valeur ajoutée de l'Ipod reste à 79% aux Etats-Unis d'Amérique tout simplement parce que le design, la conception, les réseaux, la fabrication software même du hardware, au sens de la conception général reste entre leurs mains.

Par exemple, pour une paire de chaussure il faut entre 2 et 4 dollars pour la fabriquer, la transporter, une trentaine de dollars qui va aller aux réseaux de distributions et tout le reste qui peut aller de 30 à 300 dollars qui vont aller entre les mains de la marque.

Ces connaissances immatérielles sont donc le cœur de la valeur.

Pour garder cette valeur on peut s'apercevoir que nous avons des tas d'emploi que l'on crée.

Beaucoup de gens pensent que ce qui est important dans le numérique c'est le nombre d'ordinateur alors que ce qui compte c'est de connaître le nombre de personnes qui savent s'en servir et combien de personnes savent faire de l'analyse de données sur le web etc.

On peut dire que tout ce que vous avez aujourd'hui est fabriqué de 4 composantes qui interviennent véritablement :

Le hardware qui représente les anciennes machines sauf qu'il ne marche plus sans le software,

Le software ne marche plus sans le réseau ce que l'on appellera le NetWare,

Le Netware ne marche plus sans ce qu'il y a à l'intérieur, ce que l'on appelle le Wetware.

Plus la part de l'intelligence et du réseau sont développés moins la part du software codifié et de la machine est importante, plus vous pouvez vous dire que vous vous situez sur la zone frontière innovante de l'économie.

On passe de la production de marchandises ou de biens à partir d'autres biens : la matière première à des connaissances de production nouvelle à partir de connaissances anciennes ou de biotechnologies.

Le concept fondamental pour des territoires productifs c'est de faire un bilan des externalités global donc de comprendre le fonctionnement et les possibilités de modèle économique de l'économie marchande sans oublier les externalités positives et négatives et évidemment de multiplier, de maximiser les externalités positives produites par le territoire.